

Comment



M. Viviani

a tué

M. Gasquet

L'ŒUVRE



11^e ANNÉE : 2 Juillet 1914

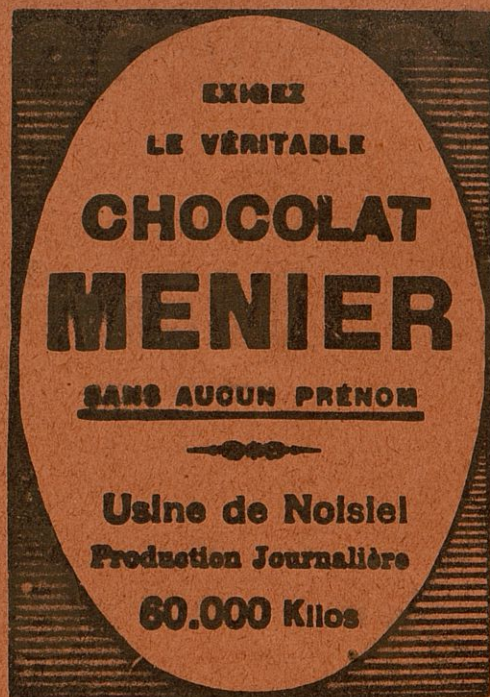
N° 27

220, Faub. St-Honoré (8^e)

Téléphone : 589-55

DIRECTEUR :

GUSTAVE TÉRY



Toute maison d'alimentation soucieuse
de satisfaire sa clientèle tient les conserves
AMIEUX Frères. Exiger cette marque.

HISTOIRE D'UN PETIT CRIME

La vérité sur la mort de M. Gasquet

*Aux mânes de Guizot, de
Villemain et de Victor Duruy.*

Ce n'est plus un mystère pour personne, rue de Grenelle, qu'avant de quitter les bureaux de l'Instruction publique, M. Viviani a tué M. Gasquet, directeur de l'enseignement primaire.

Hâtons-nous d'ajouter que ce ne fut pas, comme au *Figaro*, un assassinat avec préméditation et guet-apens. M. Viviani n'a point l'âme si noire ; il n'a commis, somme toute, qu'un homicide par imprudence. Et cela peut ménager à tous nos professeurs l'occasion de relire à leurs élèves, en l'illustrant d'un nouvel exemple, l'apologue d'Esopé sur la langue, qui, comme on le sait déjà depuis quelques années, est tour à tour la meilleure et la pire des choses.

Elle paraît la meilleure, certainement, lorsque M. Viviani développe à la tribune, dans un style noble, et même romantique, de

4-1038-68
4P2884

hautes considérations sur un projet de loi tendant à éteindre les étoiles.

Mais on assure que dans l'intimité M. Viviani trouve le moyen d'être encore plus éloquent, sous une forme plus familière. Comme tout Grand Maître de l'Université qui se respecte, il a « le culte des héros », et il témoigne notamment à l'héroïsme du général Cambronne une admiration sans mesure.

Par malheur, M. Gasquet prenait moins de plaisir à entendre évoquer en toute circonstance cette glorieuse mémoire. Il appartenait à une génération de pédagogues surannés, qui, sans doute parce qu'ils n'étaient pas encore astreints à l'obligation du service militaire, ignoraient tout du langage des camps. Ce bon M. Gasquet était un fonctionnaire excellent, timide et timoré; rien qu'à le voir trotter rue de Bellechasse à l'heure du bureau, on le devinait ponctuel, sobre, économe et chaste.

C'est pourquoi l'entrée de l'impétueux M. Viviani au ministère de l'Instruction publique ne laissa pas de lui causer une émotion voisine du saisissement. Aussi bien, le directeur de l'enseignement primaire n'eut avec monsieur le ministre que des rapports brefs, rapides, et, pour tout dire, foudroyants.

Un jour, s'étant présenté selon sa coutume au Grand Maître, dans une posture à la fois grave, déférente, et modeste, il le vit avec

effroi tourner vers lui un regard chargé de tempête et il eut la stupeur de l'entendre s'exprimer à peu près en ces termes :

— Vous n'aurez pas bientôt fini de m'embêter avec vos sonneries !

C'est apparemment que M. Gasquet, si discret qu'il fût, abusait parfois du téléphone pour soumettre à son ministre certaines questions qu'il estimait délicates.

Mais comme ses oreilles ne l'étaient pas moins, il n'eut que le temps de rentrer précipitamment dans son cabinet, pour ne pas donner au Grand Maître le spectacle de sa première attaque. Car ce vieillard trop bien élevé était d'une exquise pudeur.

Dès qu'il parut en état de reprendre ses fonctions, M. Gasquet n'eut plus avec M. Viviani que les relations indispensables au service, et le plus souvent par la voie téléphonique. C'est ainsi qu'un autre matin, au cours d'un entretien nécessaire sur la défense de l'école laïque, le pauvre M. Gasquet entendit fort bien monsieur le ministre, qui n'avait pas suffisamment éloigné l'appareil de sa bouche, confier à son secrétaire particulier :

— Il devient complètement gâteux, ce vieux...

M. Gasquet ne perçut pas la fin de la phrase, car sa main tremblante avait déjà lâché le récepteur et il s'était effondré sur le tapis.

Ce fut la seconde attaque.

Du coup, pour qu'il ne fût pas dit que, lui vivant, le Grand Maître avait pu prononcer

une seule parole qui, ne fût pas strictement conforme à la vérité, ce fonctionnaire modèle crut devoir en effet « devenir complètement gâteux ».

Et à quelque temps de là, il s'éteignit doucement, obscure étoile...



Du moins, il s'en alla content. En effet, comme il était sur le point d'entrer en agonie, on vint lui annoncer que M. Viviani devenait ministre des affaires étrangères.

Le digne homme eut un sourire angélique.

— A la bonne heure, s'écria-t-il, nous avons enfin un ministre qui saura parler à l'Europe !

Quelques instants plus tard, il murmura d'une voix déjà lointaine :

— La garde meurt... alors !

Et il passa.

GUSTAVE TÉRY.

La décadence de l'Aviation militaire.

Mme Félix ne croit pas que l'article sur la décadence de l'aviation militaire publié par l'*Œuvre* soit de son mari. Et nous ne pouvons que nous incliner respectueusement devant cette conviction.

Aussi bien, tout ce qui nous importe à cette heure, n'est-il pas de savoir si l'auteur de l'article a dit vrai ? Nous sommes obligés de constater, hélas ! que depuis quinze jours personne ne l'a démenti. Car à qui peut faire illusion la timide et molle protestation du général Bernard, qu'a recueillie le *Matin* ? Il est trop évident que le chef de nos services d'aviation militaire ne saurait tenir publiquement un autre langage.

Ce ne sont d'ailleurs ni l'intelligence ni la bonne volonté qui lui manquent. Mais...



Méditations sur la politique du jour



On a, ces jours-ci, failli faire une réforme.

Il s'agissait d'ouvrir les bureaux de poste une heure plus tôt et de les fermer une heure plus tard. Les employés auraient fait une demi-heure de service de plus, dont on les eût d'ailleurs largement indemnisés. Et le tout eût constitué une économie d'un nombre important de millions.

Mais le public n'a pas voulu.

Le public proteste contre le nombre des fonctionnaires, contre la crue du budget, contre l'augmentation des impôts, mais le jour où on lui propose une économie, le public proteste. Il dit :

— Pour une dépense qui m'est agréable...

Il ajoute :

— D'ailleurs, au point où nous en sommes...

Et c'est proprement le raisonnement des prodiges.

C'est d'ailleurs le raisonnement de tout le monde dans l'Etat.

Les administrations tiennent à honneur de ne voir jamais diminuer les fonds que l'Etat met à leur disposition.

Un ministre ne passe véritablement pour un homme d'Etat que s'il sait dérober le plus possible le contrôle de ses dépenses au parlement. Le rêve de tout gouvernement est de faire voter son budget au galop, de le déposer en novembre et de l'« enlever » en quelques semaines, avant que sénateurs et députés aient eu le temps de l'approfondir.

— Dans ces conditions, demande le public, pourquoi prétendrait-on économiser sur les seules

dépenses, qui représentent pour moi quelques commodités immédiates ?

En cela, le public tient le même raisonnement que tiennent précisément toutes les administrations françaises.

Il n'y a, paraît-il, personne dans les bureaux de postes entre sept heures et huit heures du matin ; il n'y a de même que peu de monde entre huit heures et neuf heures du soir. Mais les gens, précisément, qui n'y vont jamais à ces heures-là, sont ceux qui tiennent le plus à ce que les bureaux soient ouverts pour le cas où, par aventure, il leur arriverait de vouloir s'y rendre.

Ce n'est rien, en effet, que d'avoir à sa disposition tout ce dont on a besoin. Le vrai confort consiste à avoir sous la main tout ce dont on pourrait avoir seulement envie. Le luxe ne commence qu'au superfétatoire.

Quand une administration s'aperçoit, au mois de décembre, qu'elle a par inadvertance fait des économies, elle s'empresse de les dilapider aussitôt par n'importe quels moyens. Il faut faire en sorte que personne ne s'aperçoive que les crédits votés étaient excessifs. Sans doute, on n'en eût pas besoin, cette année, mais qui sait ce qui pourrait arriver l'an prochain ?

Cet usage est devenu tellement constant que l'on a été obligé de le consacrer par une locution particulière : cela s'appelle « épuiser les crédits ».

Le public, qui apprend ces choses, s'indigne, mais, lorsque l'on parle de fermer les bureaux de poste deux heures par jour, aux moments où il n'y va pas, il proteste et il songe qu'il pourrait avoir un jour la fantaisie d'y aller.

Il y avait, dans l'ancienne Chambre, soixante-dix-sept commissions.

On vient d'en supprimer une : c'est la commission des économies.

Elle n'avait déposé qu'un seul rapport, qui avait coûté cinquante mille francs.

Au prix où sont les économies, mieux vaut en effet être prodigue.

Il est certain que par ses déclarations le gouvernement actuel semblait avoir donné aux républicains, qui ne se croient pas obligés d'être démagogues, quelques garanties.

Depuis ce temps, il cherche quelles satisfactions égales il pourrait donner à leurs adversaires. Il a trouvé très vite. Il a décidé :

— Je serai muflé.

Et il s'y est appliqué courageusement. On a vu l'incident du banquet Hoche. Le ministre de la guerre le présidait : il est fort peu probable qu'on ne lui ait point communiqué la liste des invités : dans ce nombre aucun des députés républicains du département ne figurait.

MM. Amodru, Cornudet, Leredu, Tardieu et Thomé ont adressé au ministre de la guerre une lettre pleine de dignité :

Nous nous serions fait un devoir de participer demain au banquet que vous présidez à Versailles ; mais nous n'y avons pas été conviés.

Députés républicains de Seine-et-Oise, nous avons par notre vote du 16 juin, approuvé les déclarations du gouvernement dont vous êtes membre.

Nous sommes néanmoins exclus de cette fête présidée par vous, à laquelle a été invité, par contre, notre honorable collègue socialiste unifié M. Lebey, qui a refusé sa confiance au cabinet Viviani.

J'ai rencontré récemment un homme d'affaires, qui ne fait point profession d'être susceptible. Dès qu'il m'aperçut, il vint à moi en levant les bras :

— Je viens, dit-il, de voir X... ; il a été tellement insolent que je ne savais plus sur quel ton lui répondre.

— Et vous avez fini par l'inviter à dîner.

— Bah ! fit-il, comment le savez-vous ?

Cette « manière » ressemble singulièrement à celle du gouvernement. Il néglige qui le soutient et fait des grâces à qui le vilipende.

En définitive, je ne sais pas très bien qui, dans cette aventure, doit se montrer le plus froissé. L'attitude du gouvernement ne pourrait-elle pas en effet se traduire ainsi :

— J'ai donné satisfaction aux uns, en défendant leurs idées. Pour donner satisfaction aux autres, il suffira que je leur donne à manger.

MM. Amodru, Cornudet, Leredu, Tardieu et Thomé ont eu raison sans doute de formuler une protestation de principe, mais dans le fond de leur cœur, peut-être auraient-ils tort d'être vraiment froissés.

Le *Radical*, organe officiel du comité exécutif que M. Caillaux préside, et l'*Aurore*, qui a pour respecter les désirs de M. Caillaux toutes sortes de motifs, ont entrepris, l'un et l'autre, une campagne pour que l'impôt sur le revenu soit disjoint du budget.

Or, c'est M. Caillaux qui a inventé d'introduire dans le budget l'impôt sur le revenu, qui n'y avait que faire. Il disait :

— Aucune réforme fiscale n'a abouti que le jour où elle est entrée dans une loi de finances.

Et cela est vrai.

Aujourd'hui, ses amis déclarent :

— On ne vote pas une réforme aussi importante que l'impôt sur le revenu, réalisée par voie d'amendement au budget.

Et cela n'est pas moins vrai.

D'aucuns accusent M. Caillaux de tromper le public. A la vérité, M. Caillaux ne trompe personne : il choisit simplement entre les vérités de l'heure.

S'agit-il de renverser le ministère Barthou ? L'incorporation est indispensable à ses yeux. S'agit-il d'aboutir ? Elle devient nuisible.

M. Caillaux, en effet, ne se soucie pas d'aboutir. Il sait trop ce que l'impôt sur le revenu donnera. Pour tous nos paysans du Centre ou du Midi, impôt sur le revenu signifie suppression de la

feuille de contribution. Le jour où ils apprendront que l'impôt sur le revenu est voté et où ils recevront néanmoins l'avis du percepteur, ils n'hésiteront pas à proclamer la faillite de la République.

Cela, M. Caillaux ne l'ignore pas. Et du coup il est singulièrement moins zélé pour faire aboutir la réforme fiscale.

Ce qu'il y a de plus inouï, c'est qu'il y a cent soixante-douze radicaux unifiés, qui savent ces choses aussi bien que nous et qui, néanmoins, affectent de ne pas les voir.

L'argument que le *Radical* invoque pour réclamer la disjonction est charmant : le rédacteur incrimine les desseins du Sénat et froidement il écrit :

Il est permis d'apercevoir le désir de rendre cet impôt global illusoire, par la suppression de tout contrôle efficace ou odieux.

Il faut, dit le *Radical*, que le contrôle soit « efficace » et il faut qu'il soit « odieux ».

Ou sans cela, mieux vaudrait renoncer à la justice fiscale.

Vendredi, la Chambre tenait une séance de pure forme et se séparait, à quatre heures et demie, après une manifestation platonique contre le Conseil municipal.

Samedi et dimanche, vacances d'usage.

Lundi, en dépit des usages, la Chambre ne siégeait pas.

Mardi quelques validations figuraient en tout et pour tout à l'ordre du jour.

Mercredi, vacances.

Ainsi le parlement renonce progressivement même à siéger.

Les parlementaires se préoccupent bien encore, les uns et les autres, de paraître plus « avancés » les autres que les uns. Ils se battent pour obtenir

de s'asseoir un peu plus à gauche sur les bancs du Palais-Bourbon, mais cela leur suffit.

Une fois qu'ils se sont affirmés « avancés », ils se résignent fort bien à demeurer après cela sur place et, du moment qu'ils sont assis très à gauche, ils trouvent tout à fait normal — surtout par ces températures — de s'y endormir.

Autrefois, les partis de gauche prétendaient se distinguer des autres par le goût qu'ils affichaient pour les réformes. Lorsqu'ils se disaient révolutionnaires, c'est qu'ils voulaient modifier au moins un détail dans la cité politique.

Aujourd'hui, ils ne se donnent même plus tant de peine : du moment qu'ils ont choisi une place sur un banc et une épithète dans le « dictionnaire des girouettes », ils pensent avoir assez fait pour la cause du progrès, et ils n'ont plus envie que d'aller à la campagne.

Il y a des partis qui restent immobiles par principe et parce qu'ils ont constaté que chaque fois que certaines gens font un effort, ils font du même coup une bêtise. Nos modernes révolutionnaires n'avancent pas davantage, mais ils marquent le pas et poussent des cris. Quand ils ont fait beaucoup de bruit, ils racontent qu'ils ont réalisé un progrès.

— Avoir des esclaves n'est rien, disait Montesquieu. Ce qui est odieux, c'est d'avoir des esclaves et de les appeler citoyens.

Ce n'est rien que de piétiner; ce qui est ridicule, c'est de vouloir, par surcroît, démontrer qu'on avance.

Nos parlementaires socialistes et radicalisants ne font rien, ne siègent pas, et ne trouvent même pas un nom de réforme à inscrire en tête de leurs délibérations. Néanmoins, de temps en temps, ils éprouvent le besoin de se rengorger et de nous dire, en roulant les yeux :

— Regardez comme nous sommes « avancés ».

Et ils s'étonnent quand il nous arrive de leur rire au nez.

ROBERT DE JOUVENEL.

Pour M. Hennion



Je n'ai nulle tendresse pour les assassins en général, ni, en particulier, pour les « dames » qui tuent les journalistes. Et j'ai dû faire un petit effort, je l'avoue, pour admettre que la police s'arrogeât le droit d'interdire les couplets de café-concert ou les scènes de revue qui contenaient des allusions plus ou moins plaisantes au drame du *Figaro*.

Nombre d'honnêtes gens ne furent pas éloignés de voir là un abus de pouvoir. « Qu'on approuve ou non la suppression de la censure, disaient-ils, c'est un fait qu'elle est supprimée. Va-t-on la rétablir, par un détour, au profit des familles régnantes? » Vous imaginez sans peine tout ce qu'on pouvait ajouter de raisonnable, ou même de juste, sur la liberté de parler, d'écrire et de jouer la comédie.

Il semble pourtant que la police aurait d'assez bonnes raisons à faire valoir pour justifier son intervention. L'héroïne du drame est en prison; elle comparaitra demain en cour d'assises : elle appartient à ses juges. Sans qu'il soit besoin d'invoquer de grands principes, si nous n'avons rien à dire qui soit utile à la manifestation de la vérité, une bienséance élémentaire nous commande aujourd'hui, à défaut du respect, le silence.

Mais, en pareille matière, ce qui est vrai de la scène ne l'est-il pas à *fortiori* de la rue?

Est-il admissible que l'on tolère sur la place publique ce que l'on défend au théâtre?

Annonçant le prochain procès, des camelots facétieux proposent à la terrasse des cafés diverses cartes postales vilaines, qui n'ont pas plus l'excuse de l'esprit que celle de l'art. L'une est intitulée : « *La mère Caillaux reçoit l'absolution.* » Une autre : « *Le chapeau de la mère Caillaux aux assises. Elle n'a plus... qu'à l'mette!* » Suivant l'heure du jour, les camelots brodent sur ces thèmes des variations plus ou moins grossières.

Ces brocards sont indignes de Paris.

N'est-ce pas, par définition, la « justice du peuple » qui va tout à l'heure décider du sort de Mme Caillaux? Si ce peuple s'oubliait jusqu'à rire de la misérable qui lui doit compte de son crime, ne perdrait-il pas du coup le droit de la condamner?

G. T.

Le système de M. Herbaux

✂

Ce qu'il y a d'agréable dans cette affaire Caillaux, c'est que tout s'y déroule avec ordre. Nous sommes, d'avance, informés des péripéties. Les secousses nous sont épargnées.

C'est ainsi que nous connaissons, dès aujourd'hui, quelles seront les réquisitions de M. le Procureur général Herbaux. Il demandera au jury, paraît-il, de répondre négativement sur les questions d'assassinat et de meurtre, et affirmativement sur la question de coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner.

Si le jury marche, une peine d'emprisonnement devra être prononcée; comme cette peine sera correctionnelle, la Cour pourra faire application de la loi Béranger. Et Mme Caillaux sera mise immédiatement en liberté.

Ce système est simple, ingénieux, juridique. Il fait à la vérité une part petite, mais suffisante en somme. Le public sera peut-être, au premier abord, un peu étonné; mais d'ici la session de juillet, il aura le temps de s'habituer à la conception qu'on lui propose. Lorsqu'à l'audience d'assises Monsieur le Procureur général Herbaux se lèvera pour dire que Madame Caillaux n'a pas commis un meurtre, l'atmosphère sera préparée; « l'accusée, dit l'honorable accusateur, n'a eu qu'un geste d'impatience joliment féminin, qu'elle a d'ailleurs répété six fois », et la salle trouvera la chose toute naturelle. L'essentiel est de s'accoutumer aux idées nouvelles.

M. Herbaux, qui est un psychologue, sait cela. C'est pourquoi il prend soin de nous révéler discrètement le contenu de son réquisitoire. Nos organismes résistent d'abord à un virus nouveau; puis, par petites doses, ils l'acceptent. M. Herbaux nous mithridatise contre lui-même.

Nous ne savions pas pourquoi on avait choisi M. Herbaux comme procureur général. Nous le savons maintenant.

Rien ne désignait en effet ce magistrat à l'attention de ses chefs pour remplir la seconde fonction du Parquet de France. Il parcourait à la Cour de cassation une carrière honorable, mais obscure; il l'eût parcourue jusqu'au terme de sa vie, si des circonstances exceptionnelles ne fussent venues l'en tirer.

Dix hommes en place, dix magistrats, hautement qualifiés, furent pressentis: ils se déroberent. Alors qu'à l'ordinaire la magistrature aspire, dès qu'il est vacant, à ce poste d'honneur, cette fois, chacun, s'étant approché, s'écarta en frissonnant. De tant de héros, il fallut choisir Childebrand: M. Herbaux fut appelé. Il

vint ; il prit connaissance des nécessités ; il résolut de les subir. Il fut promu.

Mais il doit se souvenir des origines de son élévation : sinon il sera précipité. Qu'il connaisse son devoir, si l'on peut ainsi dire.

Il le connaît. Ce vieil homme, qui ressemble à une vieille dame, n'a point d'orgueil ; il sait qu'il accède sur le tard aux grandes charges, et pourquoi. Il sait qu'il n'est pas là pour montrer du talent, ni pour rendre la justice : ce sont jouets d'enfants. Vieillard déterminé, il sert, par des besognes, le pouvoir ; avec une froide méthode, il échange sa conscience contre de l'hermine.



Un doute me vient, pourtant. Tout ingénieux qu'il paraisse, n'est-il point, ce système, un offensant, un glacial défi à l'opinion, à la raison ? M. Herbaux oserait-il le produire en public ? Qui sait si, lorsqu'il prendra la parole à l'audience, il aura le cœur de dire ce qu'on prétend qu'il a écrit : « Mme Caillaux n'a pas voulu tuer M. Calmette » ? Qui sait si, dans cette âme sénile, à l'instant de l'action, un mouvement de sincérité ne se produira pas ?

Quoi qu'il fasse et qu'il ait décidé, M. le Procureur général dépend de son passé. Une longue carrière monotone répond de son honneur et le nécessite en quelque sorte ; car l'honneur n'est point tant qu'on le croit un caprice qu'on dépose lorsqu'il gêne : c'est une routine ignorée qui réapparaît inopinément au détour du chemin. Cette routine-là nous réserve peut-être des surprises !

Voilà une chose que M. Caillaux ne peut pas comprendre. Il est de ceux dont l'honneur est discret, et ne réapparaît jamais au détour du chemin. Qu'il prenne garde cependant : il est possible, après tout, que dans la chaleur de l'audience M. Herbaux se décide à dire, tout simplement, la vérité. Appelons de nos vœux, sans trop l'espérer, cet admirable scandale.

JEAN BRÉZOLES.



Simple calcul



Il est très désagréable en voyage, de sentir la portière du wagon céder quand on s'appuie dessus, et de tomber sur la voie.

Or, un dessinateur d'une de nos grandes Compagnies avait inventé un système pour fermer, de façon automatique et hermétique à la fois, les portes d'un train dès qu'il roulait à une certaine vitesse. Les chefs immédiats du dessinateur s'intéressent à sa découverte, et la transmettent aux services compétents. Quelque temps après, notre inventeur s'informe du sort fait à son projet et on lui répond ceci :

« Les indemnités que la Compagnie paye aux accidentés de ce fait, sont d'un chiffre à peu près déterminé, et la dépense qu'occasionnerait la transformation que vous proposez serait de beaucoup plus forte que le chiffre prévu. »

Cette réponse est admirable.

Un ingénieur des chemins de fer peut être, en son privé, un très brave homme, bon, sensible, secourable aux misères du pauvre monde. Dès qu'il est dans son bureau, ce n'est plus qu'un calculateur qui jongle avec les chiffres. Les voyageurs, pour lui, n'ont plus rien d'humain. Ce ne sont plus, comme disent les philosophes, que des entités. Et le problème se résout ainsi :

« Tous les ans, tant d'entités tombent sur la voie, et se cassent la figure (si tant est qu'on puisse parler d'une figure d'entité). Pour réparer la casse, ça nous coûte tant. Si nous adoptons le système de ce monsieur, les entités ne se casseront plus rien, mais ça nous coûtera plus cher. Donc, n'adoptons pas. »

C'est simple, précis, mathématique.

La France prussienne.

— Il fait bien chaud, ce soir... Allons-nous dîner aux Champs-Élysées?

Aux Champs-Élysées, c'est un restaurant allemand qui a remplacé le « petit Paillard ». On n'y mange plus que de la choucroute, de l'oie aux choux et du cochon aux confitures.

Grâce aux efforts des Escoffier et des Gringoire, la cuisine française nous gardait dans le monde un suprême prestige. Naguère, à l'étranger, quand on consultait un menu dans un hôtel qui se piquait d'élégance et de luxe, on éprouvait une petite satisfaction à y retrouver les plats de chez nous proposés dans notre langue, et les fautes d'orthographe ou de prononciation nous semblaient touchantes.

On n'en commet plus guère en Allemagne, car le Kaiser ne veut plus de menus rédigés en français et ses ordres, comme il convient, sont observés au cœur même de la France, puisque, dans un de nos restaurants, qui compta jadis parmi les plus parisiens, la moitié des plats portent des noms tudesques. Il suffit au surplus de voir la tête des habitués et d'ouïr leurs propos pour se rendre compte que dans nos Champs-Élysées les Français ne sont déjà plus que des ombres.

Quand verrons-nous les uhlands et les hussards de la mort, précédés de fifres railleurs, passer de nouveau sous l'arc de triomphe et descendre insolemment vers la Concorde, pour annexer définitivement à l'Empire de Guillaume ce qu'après tant de sabotage le baron Empain voudra bien laisser de notre infortunée capitale?

Ce n'est d'ailleurs pas seulement aux Champs-Élysées que sévit la cuisine allemande. Sur les grands boulevards, en face du Crédit Lyonnais, s'est installé un autre cabaret, qui eut d'abord la pudeur de se donner pour britannique. Mais à quoi bon prendre aujourd'hui ces précautions et ces détours?



L'autre soir, y étant entré par mégarde, un de nos amis y trouva une tablée d'Allemands qui banquettaient et portaient la santé de l'Empereur. On entendait leurs hoch! de l'autre côté du boulevard. Tous arboraient des décorations germaniques et des insignes aux couleurs criardes. Ils restèrent là jusqu'à une heure du matin, gonflés de choucroute et de bière, se gaussant des quelques Français fourvoyés dans le sous-sol et pour lesquels les garçons eux-mêmes ne dissimulaient pas leur dédain...

FRANÇOIS LEBON.



Les Allemands chez nous

Un Français écrit à l'*Intransigeant* :

Monsieur le Directeur,

Vous n'avez pas été sans remarquer, comme beaucoup de Parisiens, que depuis quelque temps — quelques mois — l'on rencontre souvent à Paris des étudiants allemands coiffés de leur casquette multicolore en forme de galette. Vous vous souvenez aussi qu'à plusieurs reprises d'inoffensifs lycéens français ont été arrêtés à la frontière allemande parce qu'ils portaient l'uniforme de potaches français, avec quelques boutons dorés à leur veste croisée. Un père de famille me racontait il y a un mois que l'on avait, à Metz, coupé le fil de ces boutons dorés à son fils qui visitait la ville. Si nous étions aussi stricts (ou aussi mufles) que les Allemands, nous pourrions très bien prier ces étudiants d'enlever leurs casquettes bariolées.

Stigmatisons ces fils à papa qui viennent affirmer jusque dans « la moderne Babylone » leur chauvinisme bouffi et leur béate croyance en l'infailibilité de toutes les supériorités germaniques. Ce sera justice et vous aurez tous les rieurs de votre côté. Clément-Bayard n'a encore reçu aucunes excuses.

Avec l'expression, etc...

PIERRE BOUDART.

POTINS & PANTINS



Ponce-Pilate.

Il faut décorer le garde champêtre de La Frette (Seine-et-Oise).

Le garde champêtre de La Frette a laissé un homme agoniser pendant 40 heures sur le côté de la route, sans lui porter le moindre secours il est vrai, mais sans lui dresser procès-verbal pour vagabondage... car l'homme gisait à 3 m. 75 de la limite du ressort du garde-champêtre.

C'est joli, c'est traditionnel, c'est administratif, c'est français.

Le fonctionnaire français est un type dans le genre de Ponce-Pilate. Il passe sa vie à se laver les mains .. au moral, bien entendu; car dans les contributions directes, dans l'enregistrement et dans les postes, je vois des fonctionnaires qui ont les mains rudement sales.

Soit une place publique qui s'écroule (c'est une supposition) et un nombre de n passants qui disparaissent dans les égouts (c'est une autre supposition).

On cherche à établir les responsabilités.

Le service de la voirie se lave les mains.

— Ça n'est pas dans mon rayon. Voyez le service des eaux; c'est une affaire de tuyaux qui ont crevé.

Le service des eaux se lave les mains.

— Ça ne nous regarde pas. C'est le métro qui creuse par-dessus, ou par-dessous.

L'administration du métro s'en bat l'œil, si j'ose m'exprimer ainsi.

— S'il ne passait pas de voitures dans les rues

où nous faisons des trous, les voitures ne tomberaient pas dans les trous.

Et puis, même si on établissait une responsabilité, il faudrait arriver à exercer une sanction; et ça serait une autre musique.

Connaissez-vous cette histoire qu'on raconte aux gosses, et où il est question d'une vache Roussotte qui a mangé le chou défendu. On appelle le chien pour mordre Roussotte... Le chien ne veut pas mordre Roussotte; le bâton ne veut pas battre le chien; le feu ne veut pas brûler le bâton; l'eau ne veut pas éteindre le feu; et la vache ne veut pas boire l'eau.

C'est une édition avant la lettre de la *République des Camarades*, à l'usage de l'enfance.

Allez un peu porter une réclamation dans un ministère et cherchez le bureau compétent. Je vous le dis, en vérité, il n'y a pas de bureau compétent. Ou plutôt il n'y a jamais de fonctionnaire dedans. Il y a seulement un chapeau accroché à une patère, un chapeau symbolique comme celui de Gessler, et que je vous engage à saluer respectueusement. Le fonctionnaire, lui, est absent: il doit être en train de se laver les mains.

C'est comme ça du haut en bas.

Avez-vous jamais vu un sergent de ville se débarrasser d'un pochard en l'envoyant sur l'autre trottoir, en face, sur le trottoir qui appartient à un autre arrondissement? Après quoi, le flic se croit tranquille; il a le droit d'écouter la chanson du poivrot sans l'accompagner au violon.

Le malheur, c'est que sur l'autre trottoir, il y a encore un autre sergent de ville qui aime bien sa tranquillité: alors, il renvoie le pochard à l'expéditeur, qui s'empresse de le réexpédier.

Ça peut durer comme ça toute la nuit: il n'y a aucune raison pour que ça s'arrête, à moins que l'ivrogne n'ait l'heureuse idée de s'asseoir au milieu de la chaussée, à égale distance des deux frontières.

Ce pochard martyr, docile, inconscient, est l'image du contribuable français en proie à l'administration de son pays.

Astronomes.

Nos astronomes se sont livrés l'autre nuit à une petite débauche artistique, poétique et scientifique.

Ils sont montés sur la Tour Eiffel pour célébrer la fête du soleil.

Il y avait là M. Flammarion, qui représentait l'Institut, M. Angot qui représentait l'Observatoire, M. Jaubert qui représentait la Tour Saint-Jacques.

J'aime à croire qu'il y avait aussi M. Mathieu qui représentait la Drôme et le Vieux Major qui représentait l'astronomie militaire.

Il y avait même Mme Loïe Fuller, qui représentait un ballet de sa composition.

Un seul personnage manqua à la fête : ce fut le soleil qu'il s'agissait de fêter. On ne le vit pas à son lever, non qu'un Josué nègre l'eût retenu aux antipodes en soufflant dans une trompette, mais simplement parce qu'il resta caché derrière les nuages. Et la pluie se mit à tomber.

Aucun des astronomes présents n'avait prévu ça. Aucun des astronomes présents n'avait pensé à prendre son parapluie.

Les astronomes s'amuse^{nt} énormément.

Ils nous disent, à un millimètre près, la distance qui nous sépare de Sirius, et, à une seconde près à quelle heure nous serons balayés par la queue de la comète, causant ainsi une frousse bleue aux personnes candides qui redoutent la fin du monde.

Mais pour vous dire le temps qu'il fera demain, il n'y a rien de fait.

Si vous allez les interroger sur ce point, ils vous répondront certainement avec la plus grande complaisance.

— Si la pluie continue à tomber, déclare le premier aux reporters météorologiques qui notent ces précieuses indications d'un crayon docile pour le plus grand profit du lecteur, si la pluie continue à tomber, il est à craindre que le soleil ne se montre pas au cours de la journée de demain. Les personnes prudentes feront bien, alors, de se munir d'un parapluie.

Mais le second exerce sa divination d'une façon plus hardie et voit très loin dans l'avenir :

— Je prévois que la température se rafraîchira vers la fin de l'automne ; les personnes rhumatisantes agiront prudemment en se munissant de chaussettes de laine.

Quand au troisième, il se montre à la fois précis et sybillin, ce qui est un joli tour de force.

— Fortes pressions sur le Nord-Ouest de l'Europe. Vent N. E à 3 m. par seconde. Baisse Islande. O. Norvège et Iles Feroë. Mer belle aux Sanguinaires.

Qui nous expliquera l'étrange intérêt que prennent les astronomes aux Iles Feroë et aux Sanguinaires ?

Et qui nous expliquera l'utilité des astronomes ?

J'ai comme une idée que si, suivant une tradition respectable, tous les astrologues avaient chu dans des puits (et Dieu sait s'il y en a dans les rues de Paris par le temps qui court) à la suite de la fête du Soleil, la terre, néanmoins, aurait continué à tourner.



Du métier de Clown.

On a parlé, ces jours derniers, d'un jeune homme qui avait quitté la politique pour débiter en qualité de clown dans un grand cirque.

Ce jeune homme avait été attaché au cabinet d'un de nos ministres.

C'est quelque chose, un attaché de ministère ; c'est presque quelqu'un. Ça représente le ministre dans les banquets de 2^e classe et aux enterrements de 3^e classe. Ça parle aux huissiers d'égal à égal ; ça fait poser les solliciteurs dans l'antichambre. C'est même qualifié, sinon pour donner les palmes, du moins pour les promettre aux amateurs.

On s'est étonné que le jeune homme eût abandonné une carrière aussi reluisante.

Croyez-vous qu'il ait réellement changé de

métier? En somme, en quoi consiste l'art du clown?

- 1° Faire des pirouettes;
- 2° Recevoir des coups de pied au derrière.

3° Amuser la foule.

Et en quoi consiste l'art du politicien?

1° Amuser la foule.

2° Faire des pirouettes.

3° Recevoir des coups de pied au derrière.

Seulement, le clown, une fois rentré dans sa vie privée, est un homme comme les autres.

Pas le politicien.

Je comprends qu'on aime mieux être clown.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.

Ce que disent nos lecteurs



Dans les moulins.

Il y a à Lyon une véritable armée allemande, — une armée économique, s'entend.

Depuis juillet 1910, je travaille dans une maison lyonnaise.

La proportion des ouvriers étrangers occupés là était jadis de 50 à 60 pour 100. Mais, cette année, la proportion était, à Villefranche, de 21 Allemands pour 5 Français; à Lyon, de 23 Allemands pour 6 Français et 3 Belges.

Quand ces Allemands quittent Lyon, ce n'est pas pour rentrer en Allemagne, mais pour venir à Paris ou dans les environs. Beaucoup travaillent dans la meunerie.

Encore quelques mois ou quelques années, et l'on ne verra plus un seul grand moulin, en France, qui ne dépende de l'Allemagne.

Après avoir accaparé Corbeil et presque tous les moulins de l'Est, nos envahisseurs sont en train

de construire un moulin qui débitera 2.500 quintaux. Pourvu que ce ne soit pas pour nourrir l'armée prussienne!



L'hydrogène des ballons.

Monsieur,

Il existe aux environs de Compiègne, à la Motte-Breuil, une Société anonyme dite « Société industrielle de Produits Chimiques » qui est une succursale de l'*Electron-Chemische* de Griesheim-Bitterfeld. Cette Société a la fourniture de l'hydrogène destiné au gonflement de nos dirigeables du parc aérostatique de La Motte-Breuil.

Ainsi, nos dirigeables militaires sont construits à La Motte-Breuil, à deux pas d'une fabrique de produits chimiques allemande. C'est elle qui leur fournit l'hydrogène. Les Allemands connaissent donc à fond les installations du parc aérostatique.

En Allemagne, M. Clément-Bayard est arrêté pour avoir regardé de trop près l'atterrissage d'un Zeppelin. En France, le personnel allemand de l'usine de La Motte-Breuil circule librement dans notre parc aérostatique.

En cas de conflit avec l'Allemagne peut-on affirmer que la conduite souterraine qui, de l'usine amène l'hydrogène du parc resterait ouverte ou que l'oxygène serait pur?

Louis R...

Effrayant, ce simple titre cueilli dans le *Petit Parisien* :

L'Assistance expulse quatorze familles.

L'Assistance en effet est propriétaire et capitalise. Mais pour qui?

L'Assistance expulse...

Le rédacteur de ce fait divers est un sombre ironiste.

Dans le bled

On lisait la semaine dernière dans le *Journal* :

M. Raphaël Blanchard a communiqué à l'Académie de médecine un intéressant travail relatif au fonctionnement du service militaire de santé au Maroc. Entre autres détails, M. Blanchard a fait ressortir un chiffre singulièrement éloquent : le personnel de ce service, médecins et infirmiers, a perdu depuis le commencement de la campagne 33 % de son effectif ! Cette mortalité considérable prouve, plus que tout autre commentaire, le dévouement admirable du service de santé militaire.

Cela prouve peut-être aussi l'incurie de l'administration de la Guerre.

Parcourez cette lettre d'un infirmier qui revient du Maroc :

Le 25/5/14.

A Meknès, il n'existe qu'une ambulance mobile. Aussi n'avons-nous pas cessé, pendant treize mois, de bivouaquer dans le bled, à l'encontre des autres troupes qui, après quarante-cinq jours de bled, redescendent à Meknès se reposer un mois ou deux.

Donc, pendant treize mois, par la pluie, la neige, le froid et le soleil, nous avons trimé, toujours exposés aux combats, fatigués par les longues randonnées, sans compter les malades et les blessés toujours nombreux que nous avions à soigner.

De septembre 1912 à octobre 1913, nous avons fait partie de toutes les colonnes du secteur.

Puis, la loi de trois ans allant être votée, on conserva la classe 1910. Toujours le bled, toujours les reconnaissances, les coups de feu, les nuits interrompues par l'alerte...

Enfin, las d'avoir accompli cette année en région avancée, nous manifestâmes le désir d'aller en Chaouïa, où le service est moins dur. Le médecin-chef comprit la justesse de notre demande. Trois fois il écrivit à la Direction du service de santé. Aucune réponse ne parvint.

Quant à l'« ordinaire », du pain frais, presque jamais, très souvent du biscuit ; pas de vin : de l'eau ; des aliments cuits, ou plutôt pas cuits, au hasard de la route, et souvent pleins de poussière, au point qu'on croyait manger de la soupe aux cailloux.

Les journaux nous fêtent aujourd'hui, accordant que nous étions animés du meilleur esprit patriotique. Pardieu oui, nous étions animés de cet esprit-là : nous l'avons bien prouvé. Mais, pourquoi n'a-t-on rien fait pour nous ?

Recevez, Monsieur, etc.

E.
ex-infirmier de la 5^e ambulance,
surnommée au Maroc : « l'ambulance de fer ».

N.-B. — Il est aussi une chose que je n'ai jamais pu comprendre. On fait de nombreuses et fructueuses quêtes pour les soldats au Maroc. Il est donné bien des choses par les *Dames de France*. Pourquoi ceux qui ont le malheur de rester en plein bled ne reçoivent-ils jamais la moindre de ces choses ?

C'est la règle : rien pour ceux qu'on expose au danger. Tout pour les fricoteurs.

Les maîtres.

Le 13 juin, à Alger, les passagers de deux paquebots allemands provoquent et facilitent la désertion des légionnaires Stabarey, Schaeffer, de Wever et Talbot.

Au commissaire qui se présente pour perquisitionner à bord, le commandant d'un des paquebots, le *Bulow* déclare : « Soit ! visitez. Mais je vous préviens que je dois partir à quatre heures, et je partirai. »

Car, même à Alger, ce sont les Allemands qui parlent en maîtres.

La Bande noire

Voici des réflexions qui n'intéressent pas seulement les gens de finances :

Depuis des mois, par delà les frontières, de redoutables intérêts coalisés contre nous épiaient attentivement le développement de cette crise financière qui nous étreint aujourd'hui. Dès les premiers prodromes signalés, ces intérêts s'organisaient. La crise qui s'annonçait, il fallait à tout prix en activer l'essor, en précipiter le dénouement. Un énorme syndicat à la baisse était formé, dont les ramifications s'étendaient sur toutes les grandes places européennes et dont les principaux agents d'exécution étaient établis à Paris. La bande de la panique était créée.

Dès le mois d'octobre dernier j'en étais avisé, et bientôt après j'en dénonçais l'existence dans ces colonnes.

Son plan était habile, méthodique, mûrement étudié.

Peu après la chute du banquier Victor, un de mes correspondants étrangers m'écrivait : « Méfiez-vous, ce n'est là qu'un commencement. Ce qu'on vise, ce n'est pas tel ou tel groupe, c'est le marché de Paris lui-même. Déjà on fait courir à Berlin, à Bruxelles, à Francfort, à Genève et à Londres d'étranges rumeurs, des bruits pessimistes. Faites bien attention, on va maintenant s'attaquer non pas à des banquiers secondaires, mais à vos banques les plus sérieuses, les plus cotées, et même à vos établissements de crédit. Ce qu'on veut, c'est la faillite du marché de Paris pour qu'on puisse, à la faveur de ce désastre, transporter à Berlin le centre financier du monde. »

Ce plan machiavélique qu'on m'esquissait en janvier, et auquel je ne voulais pas croire, s'est réalisé point par point dans un ordre parfait.

C'est dans le *Journal* qu'ont paru ces lignes.

Le rédacteur, qui signe Monthoron, ajoutait :

Mais ces attaques de la spéculation ont fini par ébranler le marché du comptant. Ce dernier, apeuré, commence à vendre. L'heure est donc critique.

Il importe cependant que la clientèle se rende compte enfin de la situation réelle. Il faut qu'elle comprenne qu'elle fait le jeu d'une bande cosmopolite qui s'enrichit à ses dépens et menace de précipiter sa ruine si le calme ne renaît pas dans les esprits au plus tôt.

L'attitude de la presse allemande depuis quelques jours, celle des organes tripliciens en Autriche et en Hongrie ont heureusement trahi l'origine de la campagne. Ils n'ont pas eu la patience d'en attendre le dénouement, et déjà ils chantent victoire ! Hier, c'était le *Budapesti Hirlap*, dont je signalais, il y a quinze jours, la vénéneuse campagne de systématique dénigrement de notre marché et les affolantes prédictions. Aujourd'hui, c'est la *Germania*, qui se réjouissait de la crise du marché de Paris et célébrait par avance le triomphe du marché allemand, le déplacement prochain de la capitale financière du monde... la suprême conquête rêvée !

Et quel est le plus zélé complice, sinon le premier artisan de cette entreprise criminelle contre le crédit de la France ?

Ne s'appelle-t-il pas Joseph Caillaux ?

Jouets d'Allemagne.

En 1902, la France importait 10.548 quintaux de jouets ; elle en importe aujourd'hui 25.380, presque tous d'origine allemande. L'Allemagne a en effet introduit chez nous.

En 1902.....	9.508	quintaux de jouets.
En 1904.....	10.920	—
En 1906.....	11.645	—
En 1908.....	12.314	—
En 1910.....	18.712	—
En 1912.....	19.867	—

Ajoutez à cela, pour avoir un tableau complet, 3.000 quintaux de bijouterie fausse et autre pacotille, et vous obtenez un joli total.

Mais n'oubliez pas non plus les poupées et soldats de plomb que fabriquent, en France, des industriels allemands. Depuis notre numéro du 19 décembre 1912, M. Salomon Fleischmann continue, avec un égal succès, à produire des Bébés Jumeau, de marque bien française.

De la difficulté de juger.



La République fait ses ministres heureux, mais non point ses magistrats. Ceux-ci, chargés d'une pesante mission, ne rencontrent que le blâme. Le pouvoir les presse; l'opinion publique les soupçonne.

Menacés par des hommes puissants, s'ils tremblent souvent, ils résistent presque toujours. Cependant, de mauvais bruits circulent : on parle de faiblesse, de complaisance.

On a tort.

Dans cette affaire Caillaux, on a reproché aux magistrats du Parquet, à M. Boucard, d'être nonchalants à dessein; on leur a prêté, ici même, d'ingénieuses intentions de lenteur. On a dit : « Ce sont les collaborateurs de M. Caillaux. » De fait, il n'est pas douteux que M. Caillaux désira vivement qu'ils le fussent. Mais l'étaient-ils ?

Puis M. Boucard a clos son instruction. Par une décision dont l'énergie a paru surprenante, il refusa la dernière liste de témoins que l'inlassable mari lui apportait. M. Lescouvé, de son côté, a pris ses réquisitions. Ces réquisitions incontestablement, sont sévères pour Mme Caillaux, et même pour son époux : elles établissent la préméditation de l'une, l'exaltation quasi-complice de l'autre. M. Boucard, M. Lescouvé ont donc fait montre de courage.

Croyez-vous qu'on ait alors rendu justice à ces magistrats scrupuleux ? Pas du tout. On a dit : « Ah ah ! Ils font semblant d'être sévères ! C'est une manœuvre : ils sont d'accord avec Caillaux. Ils s'entendent. » L'hypothèse n'est pas impossible; mais avouez qu'elle est bien compliquée.

Et remarquez alors la mélancolique situation du juge. Que son instruction soit circonspecte et mesurée, mille voix s'élèvent : « C'est un faible, un valet, un

esclave. » Montre-t-il, au contraire, de la diligence, de la vigueur ? On hausse les épaules, on sourit en connaisseur, et l'on déclare que ça ne prend pas.

Que ferions-nous, si nous étions magistrats ? Serions-nous sévères, au risque d'être qualifiés de roublards ? Ou bien indulgents, pour être traités d'esclaves ? Dure alternative.

Plaignons MM. Boucard, Lescouvé, honnêtes gens enfermés dans un dilemme cruel.

Moins heureux que les héros de Corneille, ils n'ont point à choisir entre le devoir, qui procure la gloire, et la passion qui, du moins, est agréable. Ils n'ont à choisir qu'entre deux aspects du devoir, également obscurs, également rebutants. De quelque côté qu'ils se tournent, il savent qu'ils seront honnis, et que de vilains journalistes feront sur eux, avec légèreté, des phrases vertueuses. Ils ont ceci de commun avec les agents que tout le monde, après avoir reconnu qu'ils sont de braves gens, s'accorde à vilepender.

Que Domat avait raison lorsqu'il disait aux magistrats : « Vous êtes des dieux sur la terre ! » Ils ont en effet la puissance des dieux; ils en ont les lourds devoirs. Et comme eux, ils sont sûrs d'être, en tout cas, maudits.



L'infortune de ces bons citoyens nous émeut. Nous la savons imméritée. On peut mal juger la magistrature; on rend hommage cependant aux magistrats. Les magistrats sont incapables de commettre de mauvaises actions; la magistrature, parfois, en commet. C'est que ce ne sont point les hommes qui sont corrompus, mais le régime.

Si nous nous inquiétons de voir M. Boucard mener une instruction, ce n'est pas que nous manquions de confiance en lui : nous nous défions, seulement, du pouvoir qui le domine. Nous savons qu'il est honnête : mais nous savons que des volontés supérieures pèsent sur la sienne.

Nous ne craignons ni M. Boucard, ni M. Lescouvé, ni M. Albanel. Mais nous voyons se dessiner derrière

eux les figures violentes et basses de Monis, de Caillaux, de Doumergue. Voilà ce qui nous inquiète.

Et lorsque nous voyons, ensuite, que M. Boucard rend son ordonnance de renvoi, que M. Lescouvé prend ses réquisitions, que la magistrature, en un mot, remplit son office malgré tous les obstacles et toutes les menaces, nous éprouvons de la surprise. L'étonnant, sous un régime où gouvernement Monis, Caillaux, Doumergue, ce n'est pas que la justice soit médiocrement rendue. C'est qu'il se trouve encore des gens pour la rendre.

J. B.

M. Mascuraud encourage

l'industrie française.

La Société Adler reproduit avec orgueil cette lettre :

COMITÉ RÉPUBLICAIN
du COMMERCE, de l'INDUSTRIE
et de l'AGRICULTURE

(Union des Négociants,
Industriels et Agriculteurs Français)

Siège Social :
1, PLACE DE VALOIS, 1
PARIS

Téléphone 254-66

Paris, le 12 Octobre 1911.

Monsieur le Directeur
de la Société française des Etablissements Adler
40, rue Vivienne. Paris.

Monsieur,

En réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de vous informer que nous employons, depuis 1905, dans nos bureaux, la machine « Adler ».

Nous n'avons eu, pendant ce laps de temps, qu'à nous féliciter de son bon fonctionnement. C'est une machine très résistante, les caractères en sont très nets et les clichés qu'elle donne sont excellents.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

ALF. MASCURAUD.

PRIMEURS

(Sous cette rubrique, nous publierons chaque semaine les meilleures pages des livres nouveaux.)



LA FOIRE

Les groupes continuellement se disloquaient, les uns s'arrêtaient pour contempler une parade où souvent une femme en maillot, soi-disant endormie, était étendue en l'air, rigide, dans une position horizontale sans autre point d'appui apparent qu'une barre de fer fichée tout droit dans le plancher du théâtre et sur laquelle elle était accoudée. On entendait près de soi, précis dans le grand tumulte de la foire, le claquement sec des balles contre les plaques de tôle des tirs, les coups de maillet faisant monter une tête de Turc le long d'une tige de bois, le crissement des plateaux tournants chargés de vaisselle autour desquels des gens attendaient, leurs billets à la main, avec l'espoir de gagner quelque superbe vase à fleurs et qui gagnaient un petit pigeon en verre pilé s'agitant au bout d'une tige de laiton. Mais éclatait brusquement, couvrant avec fracas un boniment qui s'élevait plus haut que tous les autres un orchestre de deux pistons, d'une grosse caisse et d'un tambour. C'était le charlatan.

Tout de noir vêtu, pareil à un médecin, ou à un notaire en costume de cérémonie, il se tenait debout sur le devant de sa voiture, une voiture très élevée, garnie de cuivres étincelants, à la caisse rouge et or. Une fiole ou un paquet à la main, il vantait la vertu de ses drogues, destinées principalement à soulager les deux maux qui affligent le plus les paysans, le mal de dent et les douleurs.

RENÉ BÉHAINE.
(Les Survivants).

DANS LE MONDE

Grand bal chez le marquis de Turbaformosa (de son nom véritable, inscrit à l'état civil : Abraham Jacob Lévy...)

Une foule des plus élégante se pressait hier dans les splendides salons du marquis de Turbaformosa ; y brillaient les plus grands noms de l'aristocratie française. Le maharadjah de Chiouaiaï honorait de sa présence cette fête magnifique. M. W. L. B. S. Yacks, le roi de la viande, était venu exprès de New-York. Un tango des plus animé fut dansé avec Mlle Nini Patte-en-l'air, Loulou de Lauzun et Chicorée, qui avaient bien voulu prêter leur gracieux concours. Le cotillon était conduit, à la persane, par le duc de Montplaisir. Une des figures qui obtint un succès complet fut celle-ci : aux pieds de la toute charmante marquise de Turbaformosa se trouvait un vase contenant quelques gouttes d'eau et une perle, une vraie. Il s'agissait, étant à genoux et les mains derrière le dos, de saisir la perle avec les dents à la première gémulation. Cette perle devenait la propriété des habiles et heureux plongeurs. Il était interdit de faire plusieurs essais, car, vu le nombre des concurrents, cette figure aurait duré trop longtemps. Le comte Gontran Chardon de la Marne eut la chance de happer la plus belle des perles ainsi distribuées. Un souper exquis fut servi par petites tables divinement parées. On ne s'est séparé qu'au petit jour en se disant à bientôt et en vantant le charme et la générosité de ce parfait gentilhomme si français qu'est le marquis de Turbaformosa.

Comte ARMAND de PUYSEGUR
(De l'Épée au Tango).



LE CALVAIRE AUPRÈS DU LAC

Au bord de la route, devant l'eau, on a élevé un immense crucifix noir où un Christ, grossièrement indiqué dans une masse de bois blanc, se balance. Sur le flanc de cette idole presque sauvage, une naïve tache de minium a été peinte ; évocation pourtant presque

vivante, au contact du lac métallique. Au-dessus de la croix, une plaque courbe de fer blanc se tord, arc-en-ciel miniature fixé au centre par un coq qui claironne.

Sur les membres du Crucifié réaliste sont attachés d'étranges et barbares petits jouets, des anges peints, aux ailes battantes, des paquets d'outils, des mains de bois, un cavalier sculpté, offrandes des montagnards, des passants aussi, car il y a une petite cuve d'eau qui fut bénite, mais qui pourrit, avec le goupillon enlisé dans les aiguilles tombées.

Chaque petit ange représente un enfant sauvé de la mort ; le cavalier est un soldat des régiments badois que Dieu a peut-être épargné aux colonies ; les outils dénombrement des gains inespérés pour les pauvres gens... Tous ces objets ont été fabriqués par les fidèles eux-mêmes, qui ont volé sur leur sommeil pour les tailler dans le bois encore vivant...

Il y a un grain de superstition dans ce culte où se mêle à la vie des eaux, des sapins et de l'air, le souvenir d'un humble berger mort saintement.

Car ce Calvaire a été élevé en souvenir d'un pauvre gardien de bestiaux, une façon de petit saint local, comme ces personnages oints de Bretagne, non reconnus par l'orthodoxie, mais qui n'en continuent pas moins leur miracle, en pleine lande, devant la Mer...

MAURICE VERNE.
(Lucile dans la forêt.)

Accoucheurs.

Annnonce parue dans la Tribune de Genève :

DANS CLINIQUE D'ACCOUCHEMENT

privée, allemande, toutes les pensionnaires reçoivent en tout temps les meilleurs soins, conseils et assistance. Discretion absolue ; offres à M. Kramer, Nancy, rue Hoche, 44. T. 4162.

Qui pourra nous expliquer le sens exact de cette annonce ?

PETITE POSTE

Nos abonnés ont droit à l'insertion gratuite de 5 lignes ou 10 demi-lignes, ce qui rembourse le prix de l'abonnement.

La PETITE POSTE se charge de faire parvenir les lettres d'un correspondant à l'autre pourvu que les réponses à réexpédier soient accompagnées d'une enveloppe affranchie.

Vous pouvez estimer que, chaque semaine, les insertions passent sous les yeux d'une élite de 100.000 lecteurs.

Répondre à T. Leroi à l'Œuvre, qui transmet les lettres.

Chassis 30 HP de Dion-Bouton AY, en gris, sans pneus, à vendre 3 500 fr. Marche bien. Un chassis 30 HP vaut 13.000 fr. et fait une excellente voiture de tourisme. Carrosserie d'occasion pour 500 francs à choisir chez le carrossier

4000 mètres carrés de terrain raccordé, voie ferrée Nord, à louer jusqu'au 10 Septembre. Conditions très avantageuses. Ecrire : Bernard, 4, rue du Trésor, Paris.

• ASTHME •
Soulagement et Guérison par les Cigarettes ou la Poudre **ESPIC**
2 fr. la boîte toutes Ptes. Vente en gros : 20, rue Saint-Lazare, Paris. (e)
Exiger la signature de J. ESPIC sur chaque cigarette.

Pour tout ce qui concerne la publicité financière et commerciale, l'Œuvre décline toute responsabilité.

BULLETIN

Notre marché ne témoigne d'aucune orientation précise et il est visible qu'il ne parvient pas à reprendre la physionomie qu'il devrait avoir normalement à cette époque de l'année. Il est vrai que les circonstances que nous traversons sont, elles aussi, bien loin d'être normales.

Les Bulletins financiers de nos confrères quotidiens sont tous d'accord pour reconnaître que l'incorporation, dans la loi de finances, du projet d'impôt complémentaire sur le revenu, incorporation décidée par la commission sénatoriale des finances, a créé une atmosphère aussi peu propre à ranimer les cours qu'à plaire aux capitalistes. Que l'on ne s'étonne donc pas de l'allure maussade du marché tous ces jours-ci !

On était aussi assez fâcheusement impressionné par le fait que l'on ne se décidait pas à fixer les futurs souscripteurs du grand emprunt national sur le prix auquel il serait émis. On l'a, enfin, connu et il est tel qu'il est plutôt encourageant ; il ne pouvait, d'ailleurs, pas en être autrement. Il fallait de toute nécessité offrir aux

capitalistes, dont le concours est nécessaire, un taux de capitalisation capable de les séduire, assez élevé pour que l'on ne fit pas des comparaisons, — trop faciles avec une cote généralement déprimée, — qui eussent tourné au désavantage du papier à émettre pour le compte de l'Etat français.

Communiqué

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Émission de Rentes 3 1/2 % amortissables

pour un **Capital effectif** de

805 MILLIONS

Le 7 Juillet prochain, il sera procédé, en exécution des dispositions de la loi du 20 Juin 1914, à l'émission, par voie de souscription publique, d'un Emprunt de 805 millions de francs de rentes 3 1/2 % amortissables en 25 années. Les souscriptions à cet emprunt, qui est affecté dans sa plus grande partie aux besoins de la défense nationale, seront reçues :

A PARIS et dans le DÉPARTEMENT DE LA SEINE :

- A la Caisse Centrale du Trésor, Rue de Rivoli ;
- A la Caisse des Dépôts et Consignations, Rue de Lille, 56 ;
- A la Banque de France, Rue Croix-des-Petits-Champs ;
- A la Recette Centrale des Finances de la Seine, Place Vendôme, 16 ;
- A la Caisse des Receveurs Percepteurs de Paris ;
- A la Caisse des Percepteurs des Arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux qui auront été désignés par le Ministère des Finances ;
- A la Recette Municipale de la Ville de Paris (à l'Hôtel de Ville).

DANS LES AUTRES DÉPARTEMENTS :

- A la Caisse des Trésoriers-Payeurs Généraux et des Receveurs Particuliers des Finances;
- A la Caisse des Percepteurs qui auront été désignés par le Ministre des Finances;
- Aux Succursales et Bureaux auxiliaires de la Banque de France.

EN ALGÉRIE :

- A la Caisse du Trésorier Général et des Payeurs Principaux;
- A la Caisse des Payeurs Particuliers qui auront été désignés par le Ministre des Finances;
- Aux Succursales de la Banque de l'Algérie.

A TUNIS :

- A la Caisse du Receveur Général des Finances Tunisiennes.

La Rente nouvelle jouit des mêmes privilèges que la rente 3 % actuelle; elle est exempte comme celle-ci de l'impôt du timbre et de l'impôt de transmission; elle ne supporte que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Le **Prix d'Emission** ayant été fixé, par décret du 24 Juin 1914, à **91 Francs** pour 3 fr. 50 de Rente, le taux du placement ressort à 3,69 %, sans tenir compte de la prime d'amortissement. Celle-ci atteint d'ailleurs presque le dixième du capital et sera acquise à tous les porteurs dans un délai qui variera de un an à vingt-cinq ans au plus.

Des facilités spéciales sont accordées aux souscripteurs. Ceux-ci n'auront en effet à verser, le 7 Juillet, qu'une somme de 20 francs par 7 francs de rente qui constitue le minimum de la rente à souscrire; le solde n'est exigible qu'en trois termes (à la répartition, au 16 Septembre et au 16 Novembre).

Les souscripteurs conservent enfin le droit de se libérer entièrement au moment de la répartition et bénéficient en ce cas d'une bonification spéciale fixée à 4 fr. 05 par 3 fr. 50 de rente, soit 2 fr. 10 pour 7 francs de rente.

Les souscriptions de 7 francs de rente seront irréductibles; le Ministre des Finances se propose, lors de la répartition, d'accorder la même faveur, si il est possible, aux souscripteurs de 14 francs de rente.

Notre Programme

L'**ŒUVRE** dit tout ce que ne disent pas les autres.

L'**ŒUVRE** dénonce toutes les tares et toutes les hontes du « régime abject ».

L'**ŒUVRE** est la voix de tous ceux qui, sans distinction d'opinion, éprouvent le besoin de crier :

— Assez ! Tout, mais pas ça !

Ceux qui trouvent que tout va pour le mieux dans la meilleure des républiques ne lisent pas l'**ŒUVRE**.

C'est dire qu'elle est lue par tout le monde.

Abonnez-vous à l'**ŒUVRE** ! Faites des abonnés à l'**ŒUVRE** !

On trouve L'ŒUVRE dans tous les kiosques, dans toutes les gares.
On la trouve aussi chez soi tous les jeudis pour DIX francs par an.
Il suffit d'envoyer ces dix francs

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je, soussigné (nom, prénom)

(adresse)



J'éclare m'abonner pour un an⁽¹⁾, pour six mois⁽¹⁾ à L'ŒUVRE à dater du 1^{er}

Ci-joint le montant de l'abonnement : **dix francs**⁽¹⁾, **six francs**⁽¹⁾.

Veuillez faire percevoir le montant de l'abonnement : **dix francs**⁽¹⁾, **six francs**⁽¹⁾.

SIGNATURE :

(1) Biffer l'une ou l'autre de ces indications. — Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Détacher en suivant le pointillé et adresser ce bulletin à l'Administrateur de L'ŒUVRE, 220, Fg St-Honoré, Paris (8^e).